

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Lundis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
99, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 9 fr. —

## Proclamation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes

Le 1<sup>er</sup> décembre, Son Altesse Royale le Prince Régent de Serbie a reçu à Belgrade, en audience solennelle, la délégation du Conseil National de Zagreb. La délégation a transmis à son Altesse Royale une adresse pour l'union de tous les Serbes, Croates et Slovènes, habitant les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie, avec le Royaume de Serbie en un Etat unique de tous les Serbes, Croates et Slovènes. Son Altesse Royale le Prince Régent Alexandre entouré des membres du gouvernement serbe, a répondu à l'adresse soumise et a accepté au nom du Royaume de Serbie l'union de celui-ci avec les Serbes, Croates et Slovènes habitant les territoires de l'ancienne Autriche-Hongrie.

L'adresse de la délégation dit :

« Votre Altesse Royale !

Le Conseil National désire qu'on établisse provisoirement une représentation nationale d'un commun accord avec le Conseil National et les représentants du peuple du Royaume de Serbie. La responsabilité du gouvernement doit être établie selon les principes du parlementarisme moderne devant cette représentation qui devrait siéger en permanence jusqu'à la Constituante, afin que les principes constitutionnels de responsabilité parlementaire reçoivent leur pleine expression. Pour les mêmes raisons resteraient en vigueur sous le contrôle du gouvernement, les anciennes institutions administratives et autonomes qui resteront responsables pour leur fonctionnement aux représentations autonomes dans cette période de transition. Il faudrait, selon nous, créer des conditions préalables pour l'organisation définitive de notre Etat unitaire. Notre gouvernement devrait dans ce but préparer la Constituante qui selon la proposition du Conseil National devrait être élue sur la base du droit de vote secret, général et proportionnel et serait convoquée au plus tard six mois après la paix conclue.

Dans cette heure historique où nous nous présentons devant Votre Altesse Royale comme représentants de tous les territoires des Sudslaves de l'ancienne monarchie austro-hongroise, nous sommes profondément attristés d'être obligés de constater que de grandes parties de notre sol national sont occupées par les troupes du Royaume d'Italie allié avec les puissances de l'Entente et avec lequel nous désirons vivre dans de bons rapports d'amitié ; mais nous ne pouvons pas reconnaître l'opportunité de n'importe quel contrat, pas même de celui de Londres, en vertu duquel, en violation du principe de nationalité, nous serions obligés de céder une partie de notre nation aux autres Etats. Nous attirons l'attention de Votre Altesse Royale sur le fait que l'étendue de l'occupation italienne dépasse de beaucoup les limites et les régions prévues par les clauses mêmes de l'armistice conclu avec le commandant en chef de l'ancienne armée austro-hongroise bien après la proclamation de ces territoires comme indépendants et faisant partie intégrante de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes, ce dont nous donnerons des preuves au gouvernement de Votre Altesse Royale. En toute conviction nous donnons l'expression de notre espoir que Votre Altesse Royale tâchera avec notre nation tout entière que les frontières définitives de notre Etat soient marquées de telle façon qu'elle concorde avec nos frontières ethnographiques et conformément aux principes proclamés par le président des Etats-Unis et par les autres puissances de l'Entente.

Vive Sa Majesté le roi Pierre ! Vive Votre Altesse Royale ! Vive la nation tout entière des Serbes, Croates et Slovènes ! Vive la Yougoslavie libre et unie !

Son Altesse Royale prononça les paroles suivantes :

« Messieurs les délégués !

Votre arrivée au nom du Conseil National des Serbes, Croates et Slovènes, digne représentant de notre large idée nationale, ainsi que votre communication de la décision historique du Conseil National du 24 Novembre par laquelle il proclame l'unité politique de toute la nation et de la patrie martyre mais glorieuse tout entière, me remplit de la joie la plus profonde. En recevant cette communication, je suis convaincu que par cet acte je remplis mon devoir royal parce que, seulement par un tel acte, nous réalisons définitivement ce qu'ont commencé à préparer les meilleurs fils de notre sang des trois confessions et des trois noms, des deux côtés du Danube, de la Save et de la Drina, encore sous le règne de mon auguste grand-père prince Alexandre et du prince Michel Obrenovitch et ce qui correspond aux vœux et désirs de mon peuple.

Au nom de Sa Majesté le roi Pierre I<sup>er</sup>, je proclame l'unité de la Serbie avec les provinces de l'Etat indépendant des Serbes, Croates et Slovènes dans le royaume unitaire des Serbes, Croates et Slovènes. Que ce grand acte historique soit la meilleure récompense de nos efforts et des efforts de vos collègues du Conseil National et de tous vos collaborateurs, de vous tous qui vous êtes débarrassés du joug étranger par votre audacieuse révolution, ainsi que de la haute conscience et des victimes de toutes les parties de notre nation représentées par le Conseil National, qui aujourd'hui présente les plus beaux lauriers sur les tombeaux de ses officiers et soldats tombés pour la liberté et la plus belle décoration sur la poitrine de leurs camarades plus heureux qui ont avec moi conquis et survécu à la victoire sur le puissant ennemi avec l'aide généreuse de nos grands alliés. La gloire des victoires gagnées est partagée avec mes vieux guerriers, les glorieux soldats des unités yougoslaves dans mon armée. Ils se sont tous hâtés vers vous et vous les avez reçus comme on reçoit les frères, je vous remercie pour cet accueil au nom de mon armée ; merci pour votre empressement d'exprimer votre confiance au Royaume de Serbie et à mon peuple, en mon père Sa Majesté Pierre I<sup>er</sup> et en moi ; je vous assure, vous et le Conseil National, dont vous avez les pleins pouvoirs, ainsi que tous vos frères et tous mes frères Slovènes, Croates et Serbes, dont vous représentez la volonté et les pensées, que moi et mon gouvernement avec tout ce qui représente la Serbie, nous nous ferons guider toujours et partout uniquement par l'amour fraternel pour les intérêts et pour tout ce qu'il y a de sacré dans les âmes de ceux au nom desquels vous venez vers moi, dans le sens des désirs que vous venez de m'exprimer et que moi et mon gouvernement acceptons intégralement.

Le gouvernement s'occupera immédiatement de réaliser tout ce que vous avez exprimé pour la période transitoire et provisoire jusqu'à la fin des travaux de la Constituante, ainsi que pour les élections pour celle-ci. Fidèle à l'exemple que j'ai de mon père, je serai roi uniquement des libres citoyens de l'Etat des Serbes, Croates et Slovènes et resterai toujours fidèle aux grands principes constitutionnels, parlementaires

et démocratiques fondés sur le droit général. Pour cette raison, je demanderai votre collaboration pour la formation d'un gouvernement qui représentera toute la patrie unie. Ce gouvernement sera toujours en contact avec vous tous, d'accord avec la représentation nationale sur tous les points. Il travaillera avec elle et lui sera responsable.

Avec l'assemblée nationale et le peuple tout entier, le gouvernement aura pour premier devoir de tâcher que les frontières ethnographiques de notre nation soient unies. Avec vous, j'ai le droit d'espérer que nos grands amis et alliés apprécieront judicieusement notre point de vue car il répond aux principes qu'ils ont eux-mêmes proclamés et pour lesquels ils ont versé tant de sang et je suis persuadé que l'œuvre de liberté du monde ne sera pas humiliée par la remise sous un nouveau joug de tant de nos vaillants frères. J'espère de même que ces points de vue seront admis aussi par le gouvernement du royaume d'Italie car celui-ci doit sa naissance aux mêmes principes qui ont été si brillamment interprétés par la plume et les actes de la part de ses grands fils du siècle dernier. J'ose dire que dans le respect de ces principes et traditions et dans le sentiment de notre amitié, le peuple italien trouvera plus de bien et de sécurité que dans la réalisation du traité de Londres signé sans vous et jamais reconnu de notre part, conclu dans les circonstances où l'on ne prévoyait pas la chute de l'Autriche-Hongrie.

Dans ce travail et partout ailleurs, j'espère que notre peuple restera jusqu'au bout uni et puissant, qu'il entrera dans une nouvelle vie, fier et digne de sa grandeur et du bonheur qui l'attend. Je prie Messieurs les honorables délégués de porter ma parole royale et mon salut à tous mes chers frères de toutes la Yougoslavie libre et unie. Vive le peuple tout entier des Serbes, Croates, Slovènes ! Que notre royaume des Serbes, Croates et Slovènes soit toujours heureux et glorieux !

L'adresse a été signée par les deux vice-présidents du Conseil National de Zagreb, le docteur Ante Pavelitch et Svetozar Pribitchevitch avec d'autres membres de la délégation. La réponse à l'adresse a été signée par son Altesse Royale le Prince héritier Alexandre et contresigné par le ministre des finances et président du Conseil et ministre des Affaires étrangères par intérim, M. Stoyan Protitch et les autres ministres actuellement à Belgrade.

### L'union au dehors et au dedans

La proclamation solennelle du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes inaugure une ère nouvelle dans la vie de notre nation. Unis au dehors et au dedans, nous sommes aujourd'hui en mesure d'affronter avec plus de force et plus d'énergie toutes les difficultés que la réalisation de l'unité intégrale du peuple serbe, croate et slovène puisse rencontrer aussi bien en Italie qu'ailleurs. Le Royaume de Serbie avait toute l'autorité morale de représenter les vœux de la nation entière pour autant qu'il s'agissait de la défense de notre intégrité nationale. Pour construire et pour donner une expression visible et concrète de la volonté collective du peuple tout entier, le Royaume de Serbie avait besoin de l'adhésion formelle des

autres parties de la nation, au programme national poursuivi par la Serbie avec une ténacité incomparable. Cette adhésion vient d'avoir lieu à Belgrade dans une forme qui conserve la continuité de notre effort national et qui, d'autre part, réserve à toutes les branches de la nation une situation d'égalité parfaite. L'union des Serbes, Croates et Slovènes de l'ancienne Autriche-Hongrie avec le Royaume de Serbie se fait de sorte que tous les pays sudslaves formeront désormais partie du Royaume unitaire des Serbes, Croates et Slovènes. La Régence royale de cet Etat unitaire sera exercée par le Prince Alexandre Karageorgevitch, suivant les principes de la démocratie moderne.

La première conséquence de cet acte mémorable ce sera la formation d'un gouvernement exerçant le pouvoir sur toute l'étendue de notre territoire national. Ce gouvernement peut être organisé d'une façon décentraliste, pour rendre possible la fonction normale des autorités dans les différentes provinces, mais cela n'aura aucune influence sur l'unité étatique intérieure et extérieure. Cette unité est exprimée dans le chef d'Etat unique ainsi que dans son gouvernement responsable. D'autre part, pour répondre au principe du gouvernement parlementaire qui est en vigueur en Serbie et qui sera pleinement conservé dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le gouvernement doit jouir de la confiance de la Représentation Nationale. Or, à l'heure actuelle, notre nation n'a pas de véritable parlement pour tout le pays, et l'on est obligé de créer une sorte d'avant-parlement. Pour la Serbie, qui est un Etat organisé, les délégués pour l'avant-parlement seront désignés par le gouvernement et la Skoupchtina serbes. Ils ne doivent pas forcément être les députés de la Skoupchtina, parce que leur fonction dans l'avant-parlement dépassera le cadre de leur mandat de député serbe. Dans l'autre partie de la nation, celle qui vit dans l'ancienne Autriche-Hongrie, les organisations nationales qui ont formé le Conseil National des Serbes, Croates et Slovènes, désigneront leurs délégués. Et quant au Monténégro, vu sa situation particulière intérieure, ce sera la Skoupchtina qui nommera les délégués pour l'avant-parlement.

L'avant-parlement ainsi constitué fonctionnera jusqu'à la convocation de l'Assemblée Constituante. Le ministère sudslave ne sera formé qu'avec l'assentiment de cet avant-parlement et c'est devant ce dernier que le gouvernement aura également à rendre compte de ses actes. Cette organisation des pouvoirs publics est la meilleure et la plus appropriée aux circonstances. Elle sauvegarde le principe de la souveraineté nationale tout en créant un gouvernement stable et muni de tous les pouvoirs nécessaires.

Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes n'est plus un vœu. C'est une réalité. Et nous ne pouvons que nous associer aux exclamations frénétiques qui ont salué la formation définitive de notre union politique. Que le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes soit toujours heureux et glorieux !

L. M.

Au grand citoyen G. CLEMENCEAU

Comme l'heure était grave  
Le « Tigre » se leva  
Et l'on sait qu'il est brave !  
Mieux qu'un jeune il lutta,  
Et, tenace jusqu'à la Victoire,  
Nuit et jour, sans trêve ni repos,  
Ce Français conduit vers la Gloire,  
Enthousiasmés, tous nos Héros !  
A la Paix, il mettra le sceau,  
Un ban d'honneur pour Clemenceau !

J. BLONDEL DE MONTRY.

## L'aberration de la presse italienne

L'article du « Corriere della Sera » paru le 6 décembre sous le titre « Trop de zèle » a fait du bruit dans la presse alliée et neutre. La manière désobligeante dont on y parle de l'Etat yougoslave nous force d'y répondre. Là on ne recule même pas devant certaines affirmations inexacts et partant tendancieuses.

En même temps qu'il recommande à la presse alliée et neutre de traiter avec plus de discrétion la question des rapports italo-slaves le grand journal milanais n'entend pas observer la même règle en ce qui le concerne, dépassant parfois des limites qu'il voudrait voir observées par ses confrères à l'étranger. Il se révolte à l'idée que certains publicistes de la presse britannique puissent traiter sur un pied d'égalité une grande puissance comme l'Italie et un « petit Etat » comme l'Etat yougoslave. Pourtant il n'est que trop naturel que les publicistes appartenant au pays de la noble devise « Dieu est mon droit » appuient le bon droit d'un petit Etat qui est au même titre leur allié que celui dont il s'agit de limiter les prétentions exorbitantes.

Toutefois, il y aurait moins lieu de s'en indigner que lorsqu'on a vu les deux grands organes milanais soutenir en pleine guerre les prétentions des Bulgares — l'ennemi le plus odieux de l'Entente — contre la Serbie qui combattait à côté de cette dernière.

Le « Corriere » voudrait voir ces publicistes traiter l'Italie avec un tout autre esprit et ne pas montrer qu'ils préférèrent à l'ancien compagnon d'armes celui qui survint plus tard inférieur en nombre et en culture.

« Sans doute, écrit le journal milanais, une forte divergence existe entre les Italiens et les Yougoslaves pour la fixation des frontières respectives. Mais est-il possible que cette divergence qui concerne un territoire dans lequel plus de 400.000 Italiens sont mêlés à 700.000 Slaves au maximum puisse devenir un problème européen dans lequel tout le monde ait le droit d'intervenir sans égard pour une nation qui, pour servir la cause de l'Entente, a versé son meilleur sang; dépensé une richesse qu'aucun autre allié n'a dépensé; joué son existence. »

Et cependant, dans le même article l'auteur écrit: « Un grand problème européen est celui qui concerne les frontières serbo-bulgares dans la solution duquel les Serbes apportent un autre esprit que celui avec lequel ils voudraient voir résolues nos dissensions avec les Slovènes. »

L'argument dont use l'auteur de cet article se retourne contre lui, car tandis qu'il conteste l'importance du problème italo-slave qu'il voudrait réduire à un problème local, il grossit en même temps celle du problème serbo-bulgare qui devient selon lui « un grand problème européen ». Il voudrait nous voir régler nos rapports avec nos ennemis dans le même esprit que celui dans lequel nous entendons régler nos rapports avec nos alliés et nos amis.

Le journal milanais fait semblant d'ignorer le fait que les Bulgares étaient nos ennemis de toujours, ceux qui nous avaient attaqué dix-sept fois au cours des siècles et qui hâter encore en voulaient à notre existence.

Non seulement ils se trouvaient dans le camp ennemi, mais ils entreprirent l'anéantissement systématique de toute notre race en Serbie orientale et en Macédoine serbe,

qu'ils occupèrent durant la guerre. A présent qu'ils ont exterminé plus de la moitié de la population de ces régions et terrorisé le reste, comprendrait-on que nous fassions encore des sacrifices en leur faveur? Ces sacrifices ne serviraient qu'à rendre notre ennemi plus arrogant et plus dangereux que par le passé.

Nos rapports avec l'Italie furent au contraire durant des siècles les meilleurs, toujours empreints d'une cordiale amitié et nos peuples cohabitèrent dans les territoires aujourd'hui contestés fraternisant souvent entre eux. Nous avons, en outre, combattu ensemble dans la dernière guerre contre le même ennemi et pour la réalisation du même idéal. Cependant, tout cela n'empêche pas les hommes politiques italiens de nous traiter en ennemi et d'en vouloir à ceux de nos alliés qui voudraient nous traiter selon notre mérite. Heureusement notre rôle dans cette guerre et l'importance de notre action militaire ont été autrement appréciés dans la plupart des pays alliés et neutres. Voici un des témoignages qui prouvent quelle fut au point de vue militaire l'importance de notre rôle par rapport à celui du peuple « supérieur en nombre » et quelle part notre pays prendra à l'avenir au progrès universel.

Le distingué écrivain suisse M. Alexis François, professeur à l'Université de Genève, écrivait dans la « Semaine Littéraire » du 12 octobre 1918: « La Serbie, sachons le reconnaître, sera l'un des éléments essentiels de la paix future en même temps qu'elle sera l'un des éléments essentiels de la régénération de l'Europe. En cela on peut dire d'ores et déjà que son rôle dépassera de beaucoup celui de l'Italie qui n'a pu à elle seule supprimer l'empire bicéphale. »

Tout le monde ne possède pas les mêmes idées sur ce qu'on appelle dans la langue courante « la culture ». Les arts et les sciences ne sont qu'une partie de la culture d'un peuple. L'esprit d'un peuple, sa conscience, ses qualités morales, l'élevation et la pureté de son idéal en sont une autre peut-être plus importante encore que la première. Car tandis que la première n'est le plus souvent que le patrimoine d'une élite, d'une classe privilégiée de la nation, la seconde, pénétrant toutes les couches sociales, forme l'âme d'une nation, forge son caractère et la rend apte au progrès et au développement. L'Allemagne d'avant la guerre rivalisait par le nombre et la richesse de ses musées, de ses bibliothèques et de ses universités avec l'Italie et peut-être la dépassait-elle. On aurait donc pu considérer la culture allemande supérieure à celle des Italiens. Pourtant nous autres Yougoslaves nous n'échangerions pas notre culture « inférieure » avec celle de l'Allemagne. Et pour cause. Si l'on veut approfondir l'état de culture d'une nation il ne faut pas regarder uniquement au sommet de la nation mais aussi à sa base. Voici pourquoi M. Alexis François ne se trompe point lorsqu'il affirme que les Yougoslaves sont appelés à régénérer l'Europe.

En voici maintenant un autre témoignage qui parle de l'importance de l'action yougoslave en tant que facteur militaire. Prononçant l'autre jour son discours à Leeds, M. Lloyd George disait: « Tout alla bien pour l'Autriche tant qu'elle n'eut qu'à faire face aux Italiens seuls et qu'elle s'appuya sur la grande chaîne des Alpes, mais

quand elle se vit exposée par derrière, l'Autriche se dit: Tout est fini. »

Dans son télégramme adressé à M. Pachitch à l'occasion de l'anniversaire de la déclaration de guerre, le premier anglais disait: « Dans cette grande lutte pour la liberté humaine aucun pays n'a montré autant de fermeté et de courage que la Serbie. Les succès des alliés en Italie et sur la Marne, la résistance splendide des Tchéco-Slovaques en Russie et les sacrifices incomparables de votre nation présagent la victoire finale de notre cause. »

En effet, plus d'un million de Serbes a péri dans cette lutte gigantesque. Ce chiffre ne semble pas être atteint du côté italien. Les armées yougoslaves combattirent avec la même ardeur sur le front de Salonique, que sur la côte mourmane, sur les rives de la mer Noire et sur celles de l'Adriatique. Et maintenant on parle encore de l'infériorité du nombre! La supériorité numérique dont parle le journal milanais a dû se manifester et se faire sentir durant la lutte, non après que celle-ci a pris fin. A présent c'est le droit et l'équité qui ont pris la place de la force. Dans les rapports entre les Alliés au moins, on ne doit pas admettre d'autre règle, ni d'autre critérium, hormis celui-ci, autrement le sang des meilleurs enfants de l'humanité aurait coulé en vain.

Tommaso.

## Les procédés italiens dans les pays sudslaves occupés

L'Agence de presse yougoslave de Genève nous envoie le communiqué suivant du Bureau de presse officiel du Conseil National de Zagreb:

Zagreb, le 5 décembre.

La situation est intenable dans les régions occupées par les Italiens. Sous prétexte d'un soulèvement éventuel la population masculine est internée et déportée. Des familles entières sont arrêtées sous prétexte qu'elles sont suspectes de pillage. Les denrées alimentaires sont réquisitionnées sans pitié par les Italiens. Aucun approvisionnement du côté des Italiens. La famine générale menace la population. A Gorica on a arrêté le conseiller du tribunal Rutar et le procureur Zorc. La sécurité publique laisse à désirer. A Gorica deux jeunes filles ont été violées, puis tuées. A Prvacina, les familles Orel, Pachor et Ivancic ont été arrêtées et déportées. L'importation de l'argent autrichien est interdite sous peine d'amende. A Dornberg, les Italiens ont arrêté le lieutenant de la légion yougoslave Lenart, venu en permission de Temesvar où se trouve son régiment. Lenart a été arrêté et interné bien qu'ayant exhibé ses papiers de légitimation provenant du Commandement militaire du royaume de Serbie.

## Les socialistes et le Kaiser

Lorsque les socialistes allemands entrèrent dans le ministère du prince Max de Bade, le Kaiser s'empressa de leur conférer le titre d'Excellence qu'ils acceptèrent très volontiers. Les citoyens Scheidemann et consorts, devenus Excellences prussiennes, en ont gardé un souvenir agréable à ce qu'il paraît. Autrement on comprendrait difficilement le zèle de leur organe *Die Glocke* qui, dans le numéro du 7 décembre, s'efforce de prouver que les Alliés n'ont pas le droit de demander l'extradition du Kaiser, et que d'autre part l'Allemagne elle-même ne peut rendre le Kaiser responsable de ses actes.

## Pertes et sacrifices de la Serbie

D'après une information officielle du ministère de la guerre serbe, la Serbie a, depuis le 25 juillet 1914 jusqu'au 14 juillet 1916, envoyé 707,343 hommes au front. Pendant cette période la Serbie a constamment maintenu ses effectifs à la hauteur de 500,000 hommes. Le nombre des hommes mobilisés équivaut au 24 % de la population totale du royaume dans ses anciennes limites. Il n'a été tiré des nouvelles provinces (de la Macédoine) que 100,000 hommes environ, parce que dans les territoires récemment libérés l'organisation militaire ne fonctionnait pas encore complètement à ce moment-là. Pendant les deux grandes offensives autrichiennes, en 1914, le nombre des soldats tués au champ de bataille a été de 45,061 et le nombre des décès à la suite de blessures et maladies s'est élevé à 69,022. En 1915, 56,842 soldats sont morts à la suite de maladies. Le chiffre total des décès a été de 170,925.

Pendant la retraite, 139,000 blessés et malades ont été abandonnés sur les champs de bataille et dans les hôpitaux ou renvoyés dans leurs foyers comme invalides ou en convalescence; tous ont été faits prisonniers par l'ennemi. Pendant la terrible retraite à travers l'Albanie 150,000 hommes ont péri, tant en raison de combats que par le froid, maladies ou la faim. La dernière levée (hommes âgés) et une partie du troisième ban donnèrent ensemble 100,000 hommes, qui ne furent astreints qu'au service de garnison; ils restèrent en Serbie et furent capturés par l'ennemi. Le nombre des hommes transportés à Corfou, Bizerte et en France s'élève à 150,000 hommes; c'est tout ce qui reste des armées serbes. Suivant les comptes-rendus officiels le nombre des militaires tombés au champ d'honneur et morts en captivité, jusqu'à la récente offensive serbe, était de 322,000, ce qui veut dire que la moitié de la population mâle de la Serbie a péri durant la guerre européenne. Il n'existe pas encore, actuellement, de données exactes permettant de constater combien il reste de survivants parmi les prisonniers serbes en Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie et en Allemagne. De même, nous ne possédons pas encore de statistique nous permettant de savoir combien de personnes appartenant à la population civile (hommes et femmes) sont morts de faim et de maladie pendant ces trois années d'occupation ennemie.

La somme totale représentant les pertes en bétail, matériel de guerre et matériel roulant; les pertes dues à la destruction des routes, ponts et construction d'utilité militaire (usines de munitions, etc.) et les dépenses occasionnées par la guerre, jusqu'à l'arrivée à Corfou, s'élève à 2,402,650,800 francs.

Ce chiffre ne tient pas compte des dommages et pertes ressortissant aux autres ministères, ou causés à la propriété publi-

## FEUILLETON

### ZARA CONTESTATA

Zara è l'antica città ducale, che entro le proprie mura poteva vantare la propria italianità, quando il dominio veneto, con la nobiltà indigena e la burocrazia importata aveva il monopolio della vita intellettuale e sociale, e gli slavi indigeni erano tenuti nella più spaventevole ignoranza e miseria ed erano considerati solo quali galeotti rematori e carne da macello.

Certo che anche oggi in Zara-città ci sono italiani, i quali, con sacrifici immensi, con lotte disperate, feroci, inique e con l'interessato aiuto dell'Autria, hanno conservato il dominio politico, amministrativo ed economico. Ma di fronte alla forza delle cose, il dominio italiano non si poteva più sostenere: vacillava, si esauriva, moriva di vecchiezza e d'impotenza.

Zara è la città ove erano accentrati tutti gli uffici dell'amministrazione provinciale, dipendenti dallo Stato austriaco. La maggioranza d'impiegati erano appartenenti al partito autonomo-italiano. Industria non c'è; il commercio è poca cosa; vi esiste l'artigianato medioevale con i paronzini nullatenenti, tutti dipendenti dalla casta dominante e che dà l'impronta economica e politica alla città. Avvocati, professori, letterati, possidenti, usurai, scuole e ginnasio, erano, in continuazione delle vecchie tradizioni, italiani.

Però, con il risveglio nazionale e con le scuole nazionali, la situazione a Zara cambiò di molto, quasi radicalmente. La provincia slava — Dalmazia — senza attingere ai vistosi riserve della propria nazione diede ben presto maestri e professori, sacerdoti ed avvocati, letterati e uomini d'affari e finanzieri slavi. Il contadino serbo-croato della terraferma o delle isole, che formano l'immediato circondario di Zara, non ebbe più bisogno né dell'avvocato, né del notaio italiano che non comprendeva, ma preferì, naturalmente, andare dall'avvocato o dal notaio che parlava la sua lingua. Con i clienti sfuggiva l'influenza delle masse e con essa il dominio politico!

Il contado che dipendeva dalla città monopolizzatrice della risorsa economica, incominciò ad emanciparsi, e con l'emancipazione economica raggiungeva l'emancipazione politico-nazionale.

Agli artigiani pubblici di una provincia slava, vennero ammesse anche gli slavi; agli usurai italiani furono opposte casse di risparmio, banche slave e il credito fondiario. Per molti anni la lotta politico-nazionale si svolse su campo economico: Banca contro Banca. Lo sforzo per mantenere la propria influenza economica da una parte; lo sforzo di penetrazione e di redenzione dall'altra.

Zara, capitale di Dalmazia slava, oltre agli uffici statali, aveva anche gli uffici della Giunta provinciale. Essendo, eccetto Zara, tutti i comuni dalmati slavi, la Giunta impiegava impiegati slavi.

Agli artigiani italiani di Zara, di numero limitato, con l'urbanesimo e con le crescenti necessità economiche a cui non potevano adempiere, s'aggiungevano sempre più operai slavi: muratori, manovali, braccianti al porto, servi, fuochisti, marinai, bottai, calzolari, macellai, agenti, commessi, ecc. Con il progresso che trasformava il mondo, Zara italiana si trasformava...

Zara, amministrata da italiani, a suprema propria difesa, commetteva la suprema ingiustizia, osteggiando le scuole slave a Zara. Le scuole slave popolari sono di data abbastanza recente e il ginnasio pure. Fuori delle mura di Zara, a poche centinaia di metri, il popolo serbo-croato eresse i propri focolari di cultura e di coscienza nazionale: scuole popolari, un seminario serbo-ortodosso e un preparandio slavo che daranno di continuo alla nazione pedagoghi e lottatori.

Gli italiani di Zara ricorsero a contromisure: eressero scuole italiane ed un convitto, addescando prole slava, ma il sangue che in tal maniera inniettavano nell'organismo anemico ed esausto, non giovava...

La sorte di Zara era suggellata. Era questione di un paio di anni, di mesi: le prossime elezioni amministrative e politiche dovevano apportare la soluzione. La guerra invece prolungò e sottrasse alla liquidazione una situazione equivoca.

Di fronte alle mutate e sempre mutantesi condizioni, l'italianità di Zara non s'appellò più al numero, alla propria influenza nel popolo, ma s'appellò al censo che paga, alla ricchezza che possiede, al cupone che taglia, al forziere!

Nelle lotte elettorali per il comune di Zara come per le elezioni politiche per il consiglio dell'impero, il contingente elettorale non lo dovevano fornire i cittadini, gli italiani, che sono pochi, bensì i libri maestri degli avvocati, degli usurai, dei fabbricanti, dei banchieri, dei possidenti fondiari...

I contadini croati che lavoravano la terra dei padroni italiani, dovevano votare per il padrone italiano sotto pena di sfratto, di appigionamento, d'incanto. Le cambiali non pagate, i crediti vantati dagli usurai e dalle banche italiane, furono i mezzi coercitivi per far votare il popolo croato, economicamente dipendente dagli italiani, per dar loro il potere o per prolungare loro il dominio politico.

I fattori massimi dell'italianità di Zara — come in Dalmazia in generale — furono alcune famiglie d'influenza e di forte censo, come: Dussich, Boxich, Perlini, ecc. A Spalato, i Savo, i Pezzoli, i Bettizza.

Ai mezzi coercitivi di terrorismo e di estorsione, ai quali l'organizzazione e la coscienza nazionali croati tennero testa con successo (ma non furono del tutto impossibilitati ed è perciò che dura quel tanto di dominio italiano che Zara ancora vanta), s'aggiungono larghi mezzi di corruzione. Basti prospettare l'organizzazione finanziaria elettorale per avere un'idea dell'italianità di Zara.

Un comitato di partitanti italiani che conosce la forza economica di ogni italiano di Zara, lo tassa fortemente con una somma che va devoluta alla cassa elettorale. Siccome il forte dell'italianità di Zara era il forziere, si raccoglievano somme vistosissime a tale scopo; e a tali somme s'aggiungevano le offerte degli italiani ricchi della provincia. Ciò potrà essere d'onore ai pochi italiani di Zara e del resto della Dalmazia, per il loro spirito di sacrificio, ma il fatto involva la condanna della causa cui servono con simili mezzi.

Quando erano le elezioni, gli italiani lottavano a colpi di borsa, i croati a forza di convinzione e sentimento nazionale. Una schiera di studenti, di negozianti, di creditori, di possidenti venivano sguinzagliati nei dintorni di Zara croata onde con le minacce di confisca dei beni, della miseria, addolcite con abbondanti libazioni e banchette e distribuzione di denaro, costringevano il contadino a votare per l'italianità di Zara. L'estorsione e l'abbruttimento a sostegno dell'italianità!

que et privée, sur toute l'étendue du territoire national, tels que destructions de villes et de villages, rapt de bétail, destructions d'usines, réquisitions de denrées alimentaires et dévastation des forêts et vergers; il ne comprend pas non plus les destructions commises dans les bibliothèques publiques et privées, dans les musées, institutions savantes, hôpitaux et églises.

## La question de Fiume

Dans le numéro du 28 novembre du « Journal de Genève », M. le Dr Arturo Rossi, de Fiume, poursuivant la discussion sur le sort de sa ville natale, essaie de soutenir l'italianité de Fiume et de contester ainsi aux Yougoslaves leurs droits sur ce port.

Je pourrais citer nombre d'arguments qui démontreraient que Fiume est une ville yougoslave de droit et de fait, mais pour le moment je me propose de faire deux constatations.

M. le Dr Rossi, pour pouvoir soutenir l'italianité de la ville de Fiume, s'est vu obligé de mettre à l'écart deux facteurs fort embarrassants pour sa thèse, à savoir les communes suburbaines et les éléments fluctuants. Les communes suburbaines sont indéniablement slaves et font partie de la ville de Fiume au même titre que les quartiers des Eaux-Vives, de Plainpalais, de la Servette, etc., font partie de la ville de Genève. Quant aux éléments « fluctuants » de Fiume, 80 % sont des Slaves jouissant des droits de bourgeoisie fiumaise (ceux qui en sont privés, ils le sont par des moyens artificiels) et ayant le domicile fixe sur le territoire de la ville de Fiume où ils travaillent comme ouvriers de fabriques ou des ports. La thèse italienne, pour pouvoir se maintenir debout, a donc besoin de se débarrasser de ces deux facteurs si gênants pour les aspirations italiennes sur Fiume. Mais quand il s'agit de Trieste, dans lequel vivent, comme éléments « fluctuants », 60.000 ressortissants du Royaume d'Italie et qui, en étrangers, sont bien inférieurs au point de vue des droits politiques aux Slaves indigènes de Fiume, alors on n'hésite pas d'appeler au secours ces mêmes « éléments fluctuants » qu'on se refuse de prendre en considération lorsqu'il est question de Fiume. Le jeu n'est que par trop naïf!

Encore un mot! Le parti italien de Fiume, presque constamment favorisé par les Magyars, tient entre ses mains la représentation nationale de Fiume au Parlement magyar de Budapest, de même qu'il est détenteur de l'administration de la ville, grâce à un système inique dont les Magyars seuls sont capables d'être les auteurs. Le mot d'ordre de la politique italienne à Fiume fut toujours: Jamais et à aucun prix le suffrage universel! En effet, l'introduction du suffrage universel entraînerait infailliblement la ruine de la domination italienne à Fiume. Aussi les Italiens de Fiume appuyaient toujours les gouvernements — même les plus réactionnaires et les plus criminels — qui leur promettaient de ne pas introduire le suffrage universel.

Ce déplorable fait est plus éloquent que tous les sophismes et artifices appuyés sur des statistiques complaisantes!

Dr Lyoubou Perkovitch.

## Le traité de Londres et le pacte de Rome

Le traité de Londres du 26 avril 1915, comme tous les traités en général, n'oblige que les parties contractantes. Dans quelle mesure ce traité pourrait subir des modifications par rapport aux événements survenus depuis sa conclusion, conformément à la formule du Droit International *rebus sic stantibus*, nous ne pouvons pas le juger. C'est une question qui concerne directement les puissances signataires du traité en question. Ce qui nous importe à nous dont les terres font également objet des transactions contenues dans le traité de Londres, c'est de préciser la portée exacte de ce document diplomatique auquel se cramponne aujourd'hui presque toute l'Italie, officielle et inofficielle. La conférence récente des trois puissances contractantes s'est probablement occupée aussi de la question de l'application ou de l'inapplication du traité de Londres, mais on ne sait rien de positif sur ses résultats. La presse italienne semble désorientée, ce qui ressort de la discussion acerbe engagée autour de ces deux antipodes: le traité de Londres, qui est un traité secret, conclu derrière le dos de la nation la plus intéressée, la nation serbo-croate-slovène; et le pacte de Rome, un traité public conclu non pas par des gouvernements mais par des représentants autorisés de l'opinion publique des peuples respectifs.

Le traité de Londres n'engage en rien ni la Serbie, ni le royaume des Serbes, Croates et Slovènes récemment constitué. Ce traité n'engage ni l'Amérique, ni le Japon, ni la Grèce, ni aucun autre pays allié sauf la France et la Grande-Bretagne. S'il n'y avait pas l'Amérique, la position de M. Sonnino à la conférence de la paix serait très facile. La présence de l'Amérique avec tout le poids de ses principes et de son influence matérielle, enlève cependant au traité de Londres sa force créative. En vertu de ce traité, l'Angleterre et la France sont obligées de soutenir à la conférence de la paix les prétentions italiennes, telles que le traité de Londres les a délimitées. Mais la guerre a engendré d'autres questions encore plus importantes que les questions territoriales, et l'Italie n'aura certes pas l'intérêt de se passer du concours de l'Amérique, de la Grande-Bretagne, du Japon et de la France, uniquement pour arriver à la réalisation du traité de Londres. Les arguments de ce genre ne manqueront pas d'être opposés à l'intransigence italienne.

D'autre part, si pour le gouvernement italien le traité de Londres n'est pas officiellement remplacé pour autant qu'il a trait aux territoires sud-slaves, par le pacte de Rome, ce gouvernement n'est pas, non plus, exempt de tout engagement envers les nationalités, plus particulièrement envers le peuple serbo-croate-slovène. D'abord l'action pour la convocation d'un congrès des nationalités à Rome a été dirigée personnellement quoique invisiblement par le président du Conseil italien. Le gouvernement de M. Orlando voyait se dessiner dans les milieux démocratiques italiens un mouvement sérieux contre la politique de M. Sonnino et qui avait conduit à des conversations concrètes avec quelques Serbes et Croates, amis sincères d'une entente cordiale avec l'Italie. D'autre part, l'Angleterre et la France exerçaient toute leur influence à Rome en faveur d'un changement de front par rapport aux Sud-slaves. Ceci et d'autres considérations d'ordre militaire décidèrent le gouvernement italien à se placer à la tête du nouveau courant favorable aux Sud-slaves. M. Albertini d'accord avec M. Orlando et appuyé par son ancien collaborateur M. Torre et par son actuel correspondant romain M. Amendola, réussit en quelques jours à prendre en mains l'œuvre de rapprochement à laquelle les démocrates italiens voulaient procéder sans retard et sans égards pour le gouvernement. L'initiative Albertini-Orlando a créé une nouvelle situation et la perspective de voir l'Italie sortir de l'impasse où la politique de Sonnino la poussait invariablement, avait déterminé les démocrates italiens à accepter la douce violence que l'on commettait sur eux et de laisser plutôt au monde politique officiel la tâche de mener à bout le travail qu'ils avaient commencé les premiers et indépendamment du gouvernement. Seul le professeur Salvemini ne pouvait pas se concilier avec l'idée de voir les gens qui traitent les

Sud-slaves en agents autrichiens et qui seulement quelques mois auparavant avaient empêché le maréchal de Viti de Marco de parler à la Chambre, déversant sur lui des cris furieux: « Jugoslavo! Jugoslavo! » de voir ces mêmes gens se mettre à la tête du mouvement pour l'entente italo-sudslave. M. Salvemini avec son courage habituel ne s'était pas gêné de dire presque publiquement sa méfiance de ces *convertiti*. Et il a eu raison comme il ressort de la déclaration récente du duc de Césaro au « Giornale d'Italia », disant que lui, duc de Césaro, n'aurait jamais pris part à cette action si elle avait signifié un abandon quelconque des prétentions italiennes. C'est sincère au moins.

Le congrès de Rome, avec ses résolutions intelligentes, avait cependant produit un effet énorme en Autriche-Hongrie. Le ministre-président Orlando, en recevant les délégués, leur avait exprimé toute son approbation et sa satisfaction des résolutions prises. Et pour plus de clarté, M. Orlando déclara dans une conversation avec M. Pierre Quiérelle, du « Journal des Débats », textuellement ceci: « Le fameux traité de Londres? Oh! c'est bien simple. Quand il a été négocié et conclu, il visait une Autriche ennemie contre laquelle il était nécessaire pour l'Italie de prendre le plus de garanties possibles. Vis-à-vis d'un Etat yougoslave ami, la situation change ». (Voir le « Journal des Débats » du 25 avril 1918). C'est exactement la même assurance que l'on donnait à l'auteur de ces lignes lors de ses visites à Rome, au mois de février et au mois d'avril. Et l'on ajoutait encore que le traité de Londres représentait pour l'Italie et nous Sud-slaves une garantie contre l'éventualité d'une politique austrophile de l'Angleterre et de la France. « Si l'Italie, nous assurait-on, renonçait au traité de Londres, la France et la Grande-Bretagne pourraient conclure la paix avec l'Autriche-Hongrie ». Théoriquement l'argument n'était pas sans valeur, à cette époque-là. Aujourd'hui il se retourne contre l'Italie.

Tous les participants au Congrès de Rome supposaient que le traité de Londres était caduc et que les relations futures entre l'Italie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes seraient réglées sur la base des résolutions de Campidoglio. MM. Albert Thomas, Franklin-Bouillon et Wickham Steed qui ne sont pas directement intéressés et qui ont pris part au Congrès de Rome, en sont des témoins oculaires. Que l'Italie insiste néanmoins sur le traité de Londres c'est une grave faute précisément au point de vue italien. Cela jette une lumière bien singulière sur toute la politique italienne et cela nous oblige, à notre tour, à prendre des précautions.

La conférence de la paix peut accepter les demandes italiennes mais nous doutons fort que ce sera dans l'intérêt du peuple italien. On peut nous prendre par force nos terres, mais on ne peut pas nous empêcher de traiter à l'avenir l'Italie comme un Etat usurpateur. Aussi bien dans le domaine économique et culturel que dans le domaine politique nous sommes assez forts pour réagir à des violences que l'on commettrait contre notre peuple. Nous ne pouvons pas admettre des garanties stratégiques contre nous qui sommes un peuple pacifique, nous n'admettons pas non plus que l'on annexe notre territoire national sous prétexte que la Grande-Bretagne ou quelque autre puissance avait occupé jadis tel ou tel pays.

L'opinion publique sudslave se tient au pacte de Rome. Elle estime que les Italiens agiraient plus loyalement s'ils déclaraient ouvertement ne vouloir plus s'y tenir, comme le « Giornale d'Italia » l'a fait, que de soutenir la thèse inadmissible que le pacte de Rome et le traité de Londres peuvent bien rester en vigueur tous les deux. Nous ne doutons pas que personnellement M. Orlando et M. Sonnino peuvent très bien s'accorder au sujet de la politique italienne. Mais le traité de Londres et le pacte de Rome sont comme deux pôles opposés. L'un ou l'autre, mais pas tous les deux à la fois! L'Italie doit choisir et au plus pressé. Toute équivoque compromet sa situation morale et menace de troubler irrémédiablement nos relations futures, au grand détriment de l'Italie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

L. M.

## Les dernières cartouches de l'Autriche mourante

L'Assemblée nationale de l'Autriche allemande s'est occupée dans sa réunion du 4 décembre, des agissements du baron Léopold Chlumecky, l'éditeur bien connu de l'« Oesterreichische Rundschau » et l'agent le plus prononcé de l'ancienne Autriche. La « Neue Freie Presse » du 5 décembre publie les explications données par le Conseil d'Etat au sujet du voyage de Chlumecky en Suisse. Chargé par la section de propagande au ministère de l'intérieur, Chlumecky s'était rendu en Suisse, ayant à sa disposition un crédit de 2 millions et demi de couronnes.

L'activité de Chlumecky consistait, écrit la « Neue Freie Presse », à engager les journaux français et ceux de la Suisse occidentale pour la publication d'articles dans lesquels on affirmerait qu'il est dans l'intérêt de l'Entente de conserver l'Autriche-Hongrie et l'on donnerait des avertissements contre la « balkanisation » de l'Autriche. Dans ce but le baron Chlumecky a fait des avances en argent à quelques journaux de la Suisse orientale et à trois journaux parisiens, avec l'assurance de leur adresser d'autres sommes de 90.000 à 100.000 francs s'ils écrivaient dans le sens indiqué.

Le renversement de l'ancien régime et la constitution du gouvernement républicain en Autriche ont mis fin à l'activité de cet agent qui doit avoir quitté Berne depuis.

## L'Autriche veut payer à la Serbie

Le « Secolo » du 6 décembre publie une interview intéressante de son correspondant zurichois avec le socialiste autrichien Otto Bauer, actuellement secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères dans l'Autriche allemande. Dans cette interview, le ministre autrichien a donné de nouveaux détails sur la préméditation austro-allemande.

« Les documents diplomatiques autrichiens que l'on a examinés jusqu'à présent et qui concernent la période ayant précédé l'ultimatum à la Serbie, sont intéressants, a dit M. Bauer, parce qu'ils révèlent les vraies causes qui ont déterminé l'Autriche à provoquer la guerre. Non pas le danger d'agression, mais la préoccupation de sauver l'Empire de la désagrégation inévitable, en présence du renforcement des sentiments nationaux de tous les peuples subjugués (et plus particulièrement de l'irréductible serbe) a été la véritable cause de l'ultimatum à la Serbie. L'Autriche voulait, par un geste énergique, essayer de rétablir une situation devenue extrêmement débile et précaire. »

Parlant de la responsabilité personnelle des hommes politiques austro-hongrois, M. Bauer a rappelé que les principaux auteurs, le comte Tisza et le comte Stürgkh sont morts, et que le comte Berchtold s'est sauvé en Suisse.

Quant à l'indemnité à payer, M. Bauer reconnaît l'obligation de l'Autriche de dédommager la Serbie, mais il ajoute que cette obligation devrait être supportée, selon lui, par toutes les nations de l'ancienne Monarchie. Ce point de vue est particulièrement valable pour la Magyarie, parce que ce sont les Magyars et les Allemands qui ont poussé à la guerre et il n'est que trop juste qu'ils en subissent les conséquences.

## DOMMAGES ET PERTES DE LA SERBIE

(Suite.)

Les bateaux et tout le matériel de navigation fluviale ont été anéantis ou emportés par l'ennemi, qui s'en sert pour ses propres besoins; nous n'en retrouverons rien non plus. Les installations télégraphiques et téléphoniques sont également détruites en grande partie: les poteaux coupés et brûlés, les fils et les câbles rompus et emportés; ce qui subsiste encore des appareils sera sans doute complètement anéanti par l'ennemi lors de sa retraite.

Nous avons évalué les dommages causés aux moyens de communication comme suit:

Routes, 34.000.000; ponts et ponceaux, 4.400.000; en tout 38.400.000 fr.

Voies ferrées: lignes proprement dites (changement de traverses), 20.500.000; ponts et viaducs de chemins de fer, 6.500.000; installations dans les gares avec leur matériel détruit ou emporté, 12.500.000; installations et machines de l'atelier des chemins de fer de Nich, ainsi que les signaux, 5.500.000; locomotives 6.500.000; instruments, outils, matériel préparé pour de nouvelles lignes commencées, 5.500.000. En tout, 142.000.000 de francs.

Pertes subies par la Société de navigation et par des particuliers propriétaires de bateaux, péniches et autres installations anéantis, y compris les appointements du personnel pour cinq années de guerre, 22.000.000.

Pertes causées aux installations télégraphiques et téléphoniques: lignes et câbles télégraphiques et téléphoniques anéantis, poteaux et fils coupés, 8.800.000; outils et matériel se trouvant dans les magasins, 3.000.000; wagons de poste et voitures anéantis, 3.000.000; détériorées appartenant à l'Etat ou aux départements, 15.000.000; wagons détruits ou détériorés, 70.000.000; matériel de chemin de fer anéanti, dépendant de la direction des chemins de fer, en tout, 14.800.000 fr.

Les pertes totales subies pour les moyens de communication s'élèvent donc à 217.200.000 fr.

## RÉCAPITULATION

La conclusion de ce qui précède est que les dommages causés se montent en chiffres ronds à une somme de 6 milliards, répartis de la manière suivante:

Propriété immobilière	
1. Terrains.	275.000.000
2. Bâtimens.	225.000.000
Propriété mobilière	
1. Meubles et ustensiles.	391.832.000
2. Bétail, volaille, etc.	870.155.000
3. Denrées alimentaires et fourrages.	1.364.000.000
4. Marchandises et numéraire.	340.000.000
a) privés.	340.000.000
b) publics.	714.500.000
c) corps autonomes et communaux.	36.000.000
5. Installations de fabriques et ateliers.	155.800.000
6. Armements et équipements.	370.000.000
7. Transports et communications.	217.200.000
Total.	fr. 5.837.787.000

Pour évaluer en argent monnayé les pertes et dommages subis par la Serbie, on a pris pour base le chiffre de la fortune nationale les prix d'avant-guerre, et pour base du chiffre des pertes ceux qui seront probablement appliqués après la guerre, car la pénurie qui régnera partout aura forcément comme conséquence une considérable majoration des prix. On peut dès lors se rendre compte de l'immensité des ravages causés en Serbie par la guerre, mais la valeur monnayée ne joue qu'un rôle secondaire dans la restauration du pays. Ce n'est pas d'argent qu'il aura besoin, mais d'outils, de machines, de marchandises, d'objets de toutes sortes. Et ceux qui seront chargés des transactions seront bien inspirés en demandant des indemnités en nature, plutôt qu'en espèces; ce sera le seul moyen de rendre la restauration possible.

(A suivre.)

Questi sistemi non potevano essere eterni e nemmeno durare a lungo, ed è perciò che non poteva essere nè eterno, nè duraturo un simile dominio politico; o semplicemente l'esistenza politico-nazionale non si poteva eternare su simili basi e con simili sistemi.

Sarebbe ingiustizia il negare o sottacere che gli italiani di Zara e della Dalmazia non abbiano fatto anche propaganda orale e scritta. Stamparono anche giornali in lingua serbo-croata, ma sostenendo l'equivoco dell'autonomia e sottacendo o negando la loro italianità mirante oltre i confini. Soltanto quando l'equivoco dell'autonomia fu insostenibile e perdettero ogni speranza riconquistare la perduta potenza, si dichiararono apertamente italiani. Da allora, come le azioni svalutate in borsa, andò a precipizio l'italianità di Zara e ove ancora avevano qualche po' di influenza in Dalmazia.

Ogni progresso dei slavi, che era logico e naturalissimo, fu ogni sconfitta o perdita di terreno o di posizioni, dagli italiani, fu accompagnato da questi da alte grida di dolore e lamentavano lo stato precario in cui versa l'italianità di Zara!

Unica ancora di salvezza per la pericolante italianità fu il diritto del censo, del forziere, dell'usuraio, lo stato di cose di cinquant'anni fa, il progresso immobilizzato! Tutto congiurava e contribuiva a ridurre a ciò che veramente era e rappresentava l'italianità di Zara!

Questa è la città, queste le condizioni in cui si svolge la vita politica e che l'Italia ce la contende!

Per dimostrare l'orribile sevizia che si vorrebbe commettere sul nostro popolo, potremmo scrivere volumi ed evocare fatti e fatti senza fine.

Ma, se anche — passi la sacrilega supposizione! — Zara veramente fosse nazionalmente ciò che agli ignari si vorrebbe far credere, subentra una questione di alto interesse nazionale, di opportunità, di tatto, di giustizia, a venir con lama avvelenata a tagliare membra sanissime di corpo gagliardo?!

Soltanto la designazione sulla carta geografica di Dalmazia che Zara è territorialmente italiana, sarebbe un'accusa perenne all'Italia di fronte alla storia e ai propri posteri, una macchia che in nome della propria reputazione e dignità dovrebbe venir cancellata.

Dott. Ljubo PERKOVICH.

## Comment les Austro-Magyars ont exploité la Serbie

### Le départ des voleurs !

Le « Pester Lloyd » du 7 novembre publie des détails très intéressants sur la manière dont les Austro-Magyars ont exploité la Serbie jusqu'aux derniers moments de l'occupation. Ces détails proviennent des déclarations de l'ancien gouverneur militaire de la Serbie occupée, le général Rhemen, et du colonel Kerchnawe, son chef d'état-major. D'après l'information du « Pester Lloyd », la population de Budapest était très surprise en voyant arriver, le 5 novembre, au débarcadère, un grand bateau de passagers si surchargé de caisses, de gros paquets, de cages en bois, des meubles et de toutes sortes d'objets tellement entassés que l'on reconnaissait à peine en lui le beau bateau la « Sophie », de la Société danubienne de navigation. Lorsque la garde locale demanda des renseignements aux soldats qui se trouvaient à bord, on leur répondit que le bateau portait tout l'état-major de l'ancien commandement militaire de Belgrade. Les gardes en avisèrent tout de suite la police et le commandement local, qui envoya immédiatement un lieutenant avec douze soldats pour examiner l'affaire. Le capitaine du bateau montra à l'officier magyar un ordre du ministre de la guerre hongrois ordonnant que la « Sophie » prit à bord le gouvernement militaire de Serbie et le transportât à Vienne. Les autorités magyars n'autorisèrent cependant pas le départ du bateau et ordonnèrent une perquisition qui a duré toute la journée. On a trouvé dans le bateau une quantité extraordinaire de farine, de cuir, de vêtements, de la volaille vivante, du sucre, de la graisse et d'autres vivres dans des sacs, dans des tonneaux, dans des caisses, ou dispersés partout sans aucun emballage. Tout cela fut saisi contre une quittance qui fut remise au général Rhemen. On procéda ensuite à l'examen des bagages des passagers et tous les objets qui ne leur appartenaient pas leur furent pris, malgré leurs protestations.

Un rédacteur du journal magyar « Ujsag » eut l'occasion de s'entretenir avec le général Rhemen à bord de la « Sophie » et voici ce que l'ancien gouverneur militaire de Serbie lui a dit sur l'évacuation de la Serbie :

« Le gouvernement militaire de Belgrade a reçu le 5 octobre l'ordre d'évacuer militairement la Serbie. Cet ordre fut exécuté graduellement et le 28 octobre l'évacuation était terminée. Tout le matériel de guerre mobile et tous les vivres furent transportés en Hongrie du Sud par la voie du Danube et mis en sûreté. Ce jour-là, je quittai également la Serbie avec une partie de mon état-major et je me rendis à Novi-Sad. Seul le colonel Kerchnawe et un bataillon de soldats restèrent à Belgrade avec quelques officiers. Mais ceux-ci quittèrent également Belgrade le jour suivant avec tous les autres ressortissants austro-hongrois ; ainsi le 29 octobre la Serbie a été déjà évacuée par nous. Nous restâmes jusqu'au 3 novembre à Novi-Sad, que nous quittâmes sur l'ordre du Ministère de la guerre de partir avec le bateau la « Sophie » pour Vienne. »

En ce qui concerne la façon dont on a évacué la Serbie, le colonel Kerchnawe a donné aux journalistes magyars les indications suivantes :

« Le 5 octobre, aussitôt l'ordre d'évacuation reçu, nous avons pris des mesures urgentes pour transporter dans l'intérieur du pays tout ce qui était transportable, les vivres, le blé, les articles de vêtements, etc. Jusqu'au 29 octobre, dernier jour de l'évacuation, nous avions envoyé par chemin de fer et par bateaux en Hongrie du Sud :

4000 wagons de blé, 10.000 pièces de bœufs gras, 10.000 pièces de bœufs de charge, 10.000 porcs, 4000 moutons, 15 wagons de vin, 400 wagons de marmelade de fruits, ainsi que d'énormes quantités de bois divers, de matériel pour le téléphone, d'armes, de munitions et seize millions de couronnes en argent. »

Voici comment les brigands ont pris à la population serbe les derniers vivres qui lui restaient ! Et ils appellent ce vol organisé l'évacuation militaire de la Serbie !

### La misère en Serbie

Les journaux de Zagreb publient un appel émouvant en faveur de la population de Serbie décimée par les privations et les maladies. En voici un extrait :

La délégation des médecins, qui s'est rendue en Serbie avec la mission d'organiser le service médical, est de retour à Zagreb et nous a apporté de tristes nouvelles. L'ennemi barbare, qui, avant sa retraite et sa fuite de Serbie, a anéanti tout ce qui pouvait être d'une utilité quelconque à la population, qui a pillé le domaine public et les biens privés, n'a pas hésité à mettre sa main sacrilège sur les hôpitaux, dernier refuge et espoir de l'homme entre la vie et la mort. Il est im-

possible de décrire la misère laissée derrière eux par les bandits allemands. Il suffit de dire que dans les hôpitaux il ne reste plus un lit, plus une couverture, plus un oreiller. La grippe espagnole sévit parmi cette population tant éprouvée par la guerre ; des centaines et des milliers de personnes tombent. Lorsque les malheureux demandent l'assistance des hôpitaux, il est impossible de leur donner même du linge propre, car les Allemands dans leur rage ont tout emporté. Inutile de dire que les Allemands ont avant tout pillé ce qui avait le plus de valeur ; il est extrêmement difficile de se procurer à l'heure actuelle les médicaments, les instruments médicaux, les différentes installations, etc., qui même chez nous n'abondent pas.

Dans toute la ville de Belgrade il est impossible d'installer le plus modeste hôpital : tout manque, l'ennemi ayant littéralement tout emporté. Les malades de la Serbie méridionale se rendent, dans la mesure du possible, à Salonique où l'Entente a à sa disposition des magasins entiers des objets nécessaires. Mais Salonique est loin et tout transport et rendu impossible par le fait que la ligne de chemin de fer est complètement détruite et qu'en certains endroits on a fait sauter à la dynamite des centaines de mètres de cette voie. Il est également impossible d'utiliser la voie maritime de Rieka, les pays de l'Entente l'employant exclusivement pour le transport du blé de semences.

### La Croatie au secours de la Serbie

Le premier train de secours est parti de Zagreb pour Belgrade. 32 médecins, 10 étudiants en médecine et un nombreux personnel d'ambulance ont pris place dans ce train. Les villes de Zagreb et d'Ossiek ont offert chacune 2000 lits complets ; à Petrovaradin 1000 autres lits seront chargés dans ce train. Dans un élan de générosité très compréhensible, la population de la Croatie-Slavonie donne volontairement les objets les plus indispensables à la population de Serbie dans la misère.

## Le Droit international et les Bulgares

Les Alliés n'ont pas encore conclu la paix avec la Bulgarie et nous voyons déjà les Bulgares donner de nouvelles preuves de la difficulté et de la lenteur avec lesquelles ils se débarrassent de leurs vieilles habitudes. A plusieurs reprises déjà, ils ont, sans nul égard, foulé aux pieds quelques clauses très importantes de l'armistice. Le nouveau régime bulgare n'est sous ce rapport qu'une seconde édition de l'ancien. Ainsi, par exemple, les Bulgares, contrairement aux stipulations de la convention d'armistice, ont emmené en Bulgarie une énorme quantité de bétail arraché à notre population. Le communiqué du Quartier général serbe du 28 septembre (v. s.) a établi que la deuxième et la quatrième divisions bulgares ont réussi à amener, rien que dans les environs de Kriva-Palanka : 2700 moutons, 500 chèvres, 4000 chevaux, 1300 bœufs, 60 buffles, 900 ânes, 120 mulets et 1500 chariots. A Stratsine, un capitaine bulgare avait mis le feu à un dépôt de ravitaillement, ce qui était aussi contraire aux conventions d'armistice, stipulant que les Bulgares devaient laisser intacts tous les dépôts de ravitaillement sur le territoire évacué. En outre, ils avaient dépillé la population de Stratsine de tout son bétail.

Le professeur Reiss, en qualité de ressortissant d'un pays neutre, a constaté que les Bulgares ont commis d'innombrables crimes et délits sur tout le territoire abandonné par eux. Il affirme, dans un télégramme de Koumanovo, que, sur le territoire qui vient d'être évacué par les Bulgares, il n'est pas un seul village qui n'ait pas été pillé et il ajoute même qu'un grand nombre d'entre eux ont été complètement incendiés. Pour Ristovats, par exemple, M. Reiss mande qu'il est complètement anéanti : tous les hommes, à partir de seize ans, furent assassinés jusqu'au dernier.

Mais outre ces pillages et ces crimes, commis sur le territoire évacué, les Bulgares ont porté d'autres atteintes aux stipulations de la convention internationale. Selon des renseignements précis, le gouvernement bulgare, pendant la durée de l'armistice, a autorisé le transport par chemin de fer des troupes allemandes envoyées à Niche. Grâce à ces renforts, la résistance de l'ennemi fut plus tenace, et coûta aux alliés de nouveaux sacrifices. Cette nouvelle trahison enrichira le domaine d'expériences déjà si chèrement payées, que les Alliés ont acquises jusqu'à présent.

Un télégramme de Salonique nous informe que le commandement allié aurait l'intention de faire expier par des représailles contre la Bulgarie les crimes commis envers les armées de l'Entente. De quelle nature seront ces représailles, nous

l'ignorons ; en tous cas elles doivent être de nature à faire sentir aux Bulgares que le nouvel état de chose, basé sur les principes élevés pour lesquels les Alliés luttent, ne peut tolérer de semblables violations des pactes internationaux.

A cette occasion, une autre question se pose : quelles seront les garanties que la Bulgarie doit nous fournir à la conférence de la paix, pour que la tranquillité soit assurée ? La Bulgarie, durant toute la guerre, foula aux pieds les principes et les clauses du droit international, plus impudemment qu'aucun autre des États du Centre. Les documents en cours de publication nous démontrent de quelle façon inadmissible les Bulgares traitaient les prisonniers de guerre parmi lesquels les Serbes subirent les pires traitements. Les Bulgares torturaient nos prisonniers par la faim et les tuaient ensuite sans pitié. Selon les données publiées par le correspondant anglais au Quartier général de l'armée d'Orient, M. Price, les Bulgares ont assassiné 30.000 prisonniers serbes, pendant la guerre, avant l'armistice. Une fois l'armistice signée, les Bulgares n'en continuèrent pas moins à commettre d'abominables méfaits ; les preuves de leur culpabilité abondent.

C'est pourquoi il est tout juste de s'attendre à des garanties que les Alliés, après tout ce que nous venons de dire, doivent demander à la Bulgarie aux fins d'assurer la paix. Ces garanties doivent être de nature à rendre impossible désormais l'accomplissement de pareils crimes et la violation des conventions internationales. Sinon la paix mondiale ne serait pas suffisamment gardée contre un peuple capable de fouler si vite aux pieds les obligations et de renier sa signature. Seules, elles pourront assurer la paix à la Société des Nations.

### Les félicitations du Général Franchet d'Espérey au Prince Alexandre de Serbie

Le prince héritier Alexandre, commandant en chef des armées serbes, a reçu du général Franchet d'Espérey, commandant en chef les armées alliées, la lettre suivante :

« Au moment où, après six semaines de victorieux combats, vos glorieuses armées viennent d'entrer triomphalement à Belgrade, je suis heureux d'exprimer à Votre Altesse Royale ma grande admiration pour la vaillance légendaire, grâce à laquelle chefs et soldats serbes ont pu, avec l'appui des armées alliées, reconquérir d'un seul élan le sol sacré de leur patrie.

Au cours de cette brillante épopée, qui comptera parmi les plus beaux faits d'armes de la guerre, il m'a été particulièrement agréable de voir marcher et combattre, côte à côte avec vos troupes, les troupes françaises, dont la sympathie pour votre cause n'a fait que s'accroître depuis leur venue en 1915, au secours de la Serbie.

A l'occasion de la libération définitive de son pays, je prie Votre Altesse Royale d'agréer les vœux les plus affectueux pour que cet événement, qui nous réjouit tous, nous rapproche d'une paix glorieuse, dans laquelle l'armée et le peuple serbes trouveront la réalisation de leurs justes aspirations nationales ».

Franchet d'Espérey.

### Les démentis bulgares et leur valeur

Un document curieux sur la valeur des démentis bulgares nous est fourni par la lettre suivante que nous adresse M. le Dr. K. D. Sphyris, directeur de l'Agence Hellénique (Arosa) et partisan fervent de l'ancienne Grèce, de la Grèce constantinienne.

Pour démentir les nouvelles de l'« Agence d'Athènes » sur les atrocités des Bulgares en Macédoine orientale, un communiqué officiel de la légation royale de Bulgarie à Berne s'en rend à une information de l'Agence Hellénique dans son bulletin du 20 juillet 1918. Pour rectifier cette assertion, nous désirons faire la remarque suivante :

La nouvelle en question, qui fut marquée comme dépêche de Berne, ne provenait pas de nos observations personnelles, mais se basait sur une conservation accordée par la légation de Bulgarie à notre représentant à Berne, que nous avons dû faire paraître dans une forme abrégée. Nous nous décidâmes à la publication, parce que nous étions d'avis que toutes les nouvelles sur les atrocités qui ne seraient pas suffisamment contrôlées devraient être évitées, car elles pourraient par des provocations et excitations avoir une influence gênante sur la politique de réconciliation et d'établissement de relations amicales entre les peuples des Balkans, aussi bien que sur les premières conditions d'une liaison plus étroite. Malheureusement, nous avons appris plus tard par des déclarations authentiques qui nous sont arrivées après la dissolution de notre Agence, que les mesures prises par les Bulgares pendant l'occupation n'étaient pas justifiées par les nécessités militaires. Au contraire, nous gagnâmes la

conviction que les autorités bulgares, en créant des écoles bulgares, en déportant la population grecque et en établissant des Bulgares, cherchaient uniquement à bulgariser la Macédoine orientale pour justifier leurs prétentions sur ces territoires grecs.

Dr. K. D. Sphyris,

Directeur de l'Agence Hellénique.

### La conférence de M. Chapuisat

Dimanche soir, 8 décembre, dans la salle paroissiale des Eaux-Vives, un public extrêmement nombreux a eu le plaisir d'entendre le distingué directeur du « Journal de Genève », M. Chapuisat, qui a fait, avec son éloquence habituelle, une conférence, tour à tour sérieuse, émouvante ou amusante, dans laquelle il a raconté les diverses péripéties de son voyage en Belgique reconquise. En un récit tout vibrant d'émotion il a parlé de son entrevue avec le roi Albert, si simple et accueillant, personification magnifique de l'héroïsme et de l'honneur de tout un peuple, à qui il a transmis les hommages et félicitations de la République Helvétique, puis de la scène inoubliable dont il a été le témoin, lorsqu'admis dans la salle du Parlement Belge, à Bruxelles, il a pu voir l'entrée du roi et de la reine et les ovations sans fin dont ils ont été l'objet. Par cette intéressante causerie, M. Chapuisat a su montrer combien la Belgique jouit aujourd'hui de son triomphe et combien, si la Suisse est restée politiquement neutre durant cette guerre mondiale, son cœur ne l'a jamais été et n'a cessé de vibrer pour les Alliés et plus particulièrement pour les nations martyres.

### Une conférence sur l'hellénisme

M. le docteur Zogha, de Constantinople, a fait lundi soir, à l'hôtel de Russie, une conférence des plus intéressantes sur l'avenir de l'hellénisme.

Après avoir exposé d'une façon appropriée les justes revendications des Grecs en Thrace, dans l'Épire du Nord, le Dodécannèse et le Villayet de Smyrne, il a conclu en disant que les Grecs réclament l'union de ces régions irrédimées à la mère-patrie. Quant aux populations hellènes du littoral de la Mer Noire et celles du Sud de l'Asie Mineure, la Grèce selon le conférencier, se bornerait à exiger à la Conférence de la Paix qu'une large autonomie soit accordée à ces régions.

Le docteur Zogha ayant passé de longues années en Turquie où il faisait partie des missions sanitaires, a traité son sujet en pleine connaissance de cause. Ses observations et ses aperçus brefs, mais caractéristiques sur la vie des Turco-Bulgares, leur caractère, leurs mœurs et leurs procédés ignobles envers les populations hellènes, ont beaucoup intéressé l'auditoire nombreux. Aussi l'auteur a été très applaudi à la fin de la conférence.

### A défaut d'arguments valables

Le « Corriere della Sera » affirme, dans l'article « Troppo zelo » que les Serbes seraient intranquillisés dans la question adriatique, parce qu'ils veulent se faire complaisants envers les Sloènes dont l'appui leur est nécessaire dans leurs « beghe » avec les Croates. Dans un autre numéro le « Corriere » consacre tout un article à la « retroscena » de la situation intérieure de notre pays.

Un peuple jeune et plein de force comme le nôtre ne peut accomplir son unité nationale sans rencontrer des difficultés d'ordre intérieur. Ces difficultés, pour autant qu'elles existent, ne nous empêcheront pas, cependant, de défendre énergiquement l'intégrité de notre nation. Sur ce point-là, tous les Serbes, Croates et Sloènes sont d'accord. Le « Corriere » ne devrait pas l'ignorer.

### Les blagues magyars

Dans le « Morning Post » du 28 novembre, on peut lire un long article d'un Magyar anonyme, sur la Hongrie « nouvelle » et sur ses rapports futurs avec la Serbie. Voici ce que ce Magyar sert au public anglais :

« L'accueil de la délégation hongroise à Belgrade a été des plus remarquables, et il a trouvé dans la presse magyare une chaude appréciation. Toute la ville était décorée et la population serbe acclamait et fêtait le comte Karolyi, le chef hongrois dont le nom, comme le *Pesti Naplo* dit, symbolise aux yeux des Serbes la paix et la bonne volonté internationale. Le *Pesti Naplo* dit des Serbes : « La brave et noble nation avec laquelle comme peuple nous n'avons jamais eu des disputes et que seules les visées annexionistes éternelles des Habsbourg ont brouillée avec nous, cette brave nation voit déjà dans les Magyars non pas des ennemis mais des frères aînés dont elle veut apprendre bien des choses et avec lesquels elle désire vivre en intimité amicale ».

Il n'y a pas un mot de vrai dans toute cette histoire inventée par le *Pesti Naplo* ou par le correspondant du « Morning Post ». Quant à la « culture » magyare, les Magyars peuvent la réserver à leurs frères bulgares. Elle y sera mieux comprise et mieux appréciée.